



Le congrès du SNJ-CGT, tenu à Marseille, a reconduit Emmanuel Vire dans son mandat de secrétaire général. PHOTO XÉNÉMAC CLAD

SNJ-CGT. Le syndicat des journalistes fait le bilan des promesses du gouvernement au terme de trois jours de congrès à Marseille.

Pour la défense du pluralisme

■ Les membres du SNJ-CGT se sont réunis à Marseille durant trois jours. Trois ans après Lille, le syndicat y a tenu son congrès, a reconduit Emmanuel Vire dans son mandat de secrétaire général et a passé au crible les soucis qui minent le métier. L'occasion de tirer le bilan d'un autre mandat, celui du gouvernement Hollande qui promettait beaucoup, avant élection.

La situation des médias se dégrade partout dans le monde. La France n'échappe pas à la crise et « les réponses restent insuffisantes, voilà le premier point qui ressort du congrès », résume Emmanuel Vire. Et l'intrusion fulgurante du web tend à révolutionner les vieux rouages du journalisme. L'heure est aux questions dans les rédactions, d'autant que les choix politiques ont de quoi laisser coi.

Un courrier collectif au ministère

« D'un Nicolas Sarkozy qui voulait simplement faire main basse sur les médias, aux états généraux de la presse qui ont conduit à la concentration de la PQR », rappelle le journaliste de Géo, la profession était « attentive au changement que pouvait apporter François Hollande et son gouvernement ». D'autant que les propos du candidat laissaient espérer « une révision des seuils de concentration de la PQR lorsqu'il déclarait "nous n'acceptons pas que la presse soit aux mains des industriels et financiers" ». Mais rien n'est venu.

« Si les informations générales sont communes à l'ensemble des titres d'un groupe, bonjour le pluralisme ! », réagit Emmanuel Vire.

De même, on attendait plus de ce gouvernement sur la protection des sources : « Nous avions déjà dénoncé les imperfections de cette loi sous Sarkozy car elle n'empêchait pas l'espionnage. Christiane Taubira sort un texte où la seule précision est que les sources des journalistes peuvent être réclamées en cas de menace sur l'intérêt national ! » Le SNJ CGT se fait donc fort, avec le SNJ autonome, la CPDT, la Ligue des droits de l'Homme, l'Association des journalistes de presse judiciaire et Reporters sans frontières, d'une lettre à la Garde des Sceaux et à la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, qu'ils leur transmettront lors des assises du journalisme à Metz le 6 novembre.

Également abordés, les diverses inquiétudes liées à « la case emploi, qui est permanente dans notre profession », note le secrétaire général avant de lister les plans sociaux : « Au Courrier international, ce sont 22 CDI supprimés, le groupe Lagardère qui arrête plus d'une dizaine de titres, ce sont encore 250 emplois permanents de moins, et à France Télévision, la situation est gravissime et le nouveau plan de départs volontaires concerne près de 6 000 salariés. »

Pas de quoi jouer la carte de l'optimisme avec un budget du ministère de la Culture déjà

revu à la baisse en 2012 et qui promet de dégringoler encore. Quant au numérique, pour l'heure « c'est la jungle ». Pour le SNJ-CGT le changement promis se résume à des paroles, paroles, paroles...

MYRIAM GUILLAUME

36103

Quinté+

Aujourd'hui

Venez nombreux!

PMLL

JOUER COMPORTE DES RISQUES. ISOL